



CSA1 du 13 mars 2025

Déclaration liminaire

“Il faut abattre le libéralisme, car il donne des armes à ceux qui veulent lui substituer l'autoritarisme.”

Georges wolinski, mort sous les balles du fascisme islamique.

Mme la Présidente,

le monde entier vient de découvrir l'étendue de la catastrophe que peut représenter le fils prodigue du mariage du néolibéralisme et du fascisme. Celui qu'un sénateur français devenu viral vient de qualifier de manière inspirée de nouveau Néron flanqué d'un bouffon sous kétamine. Pourtant, rien ne nous surprend dans la tournure actuelle des événements, tant, lestés des leçons de l'histoire et de notre culture militante, nous ne savions que trop bien où la folie capitaliste allait nous mener.

Non, décidément rien n'est surprenant, ni l'alliance des autoritarismes guerriers, ni la manipulation médiatique des masses, ni la complaisance ni la soumission larvaire et cupide des puissances de l'argent extrême, ni la remise en cause de l'Etat protecteur des peuples, ni la guerre économique à grands renforts de droits de douane, ne pouvaient être autres qu'inéluctables.

Ce sont ceux-là même qui n'ont eu de cesse que de fracasser les protections sociales, diviser les peuples, enfermer et terroriser la culture, brutaliser les droits des femmes et des enfants esclaves, dilapider les ressources de la planète, qui s'étonnent aujourd'hui qu'on puisse être encore plus destructeur, avide et meurtrier qu'ils n'aient juste jamais osé l'être.

Car oui, notre classe politique ultra-libérale fait le lit de l'extrême droite et jamais l'adage « mieux vaut Hitler que le front populaire » n'a eu autant de résonance ici, quand un banquier mégalomane a cru devenir un génie politique en ordonnant une dissolution qui voulait flinguer la gauche et qui a juste détruit le fonctionnement de l'Etat et préparé l'avènement de l'extrême droite.

Alors, si l'orange à casquette rouge nous terrorise de bêtise et d'ivresse crasse du pouvoir, nous ne pouvons même pas nous rassurer en nous repliant sur nous-mêmes, d'abord parce que nous sommes embarqués dans le bateau ivre de la mondialisation, mais aussi parce que nos dirigeants torpillent consciencieusement tout ce qui pourrait permettre à notre modèle social de résister à sa folie outrancière.

Il en va ainsi de la protection sociale, il en va par là du système de retraite, de la solidarité intergénérationnelle et des droits de l'homme inaliénables, parce que les mêmes n'ont de cesse que de vilipender l'état trop dépensier et inefficace.

Pourtant, à l'heure du réarmement militaire, nous ne nous faisons pas de souci ; ils vont trouver les ressources, des centaines de milliards là où les mêmes se lamentaient en expliquant la faillite du système de retraite et qu'il fallait tout casser pour 3 à 5 milliards de déficit. Mais alors, comment vont-ils faire ? Bien sûr, ils vont tailler dans les dépenses sociales, et aucun nous ne disons bien aucun média de ce pays n'aura évoqué la possibilité de rétablir un semblant de répartition des montagnes de richesse accaparées par les puissants de la finance.

De ce recul de l'Etat, nous en sommes les témoins impuissants, nous agents des Douanes, qui

constatons l'augmentation vertigineuse des saisies de drogue témoignant de l'explosion des trafics. Alors même que les grands ports sont déshabillés de leurs douaniers quand on ne les sermonne pas préventivement à grands coups de rappels déontologiques démagogiques. Nous qui constatons au quotidien les défaillances régulières du maillage du territoire, où les fermetures de petites structures engendrent toujours plus de déserts douaniers. Nous qui avons du subir en début d'année une saignée drastique des effectifs institutionnalisant la pénurie avec l'abandon de la notion d'effectif de référence, nous qui savons que tout est bloqué parce qu'il n'y a plus le moindre kopeck dans les caisses et pour tout vous dire nous qui n'avons plus confiance ni en nos dirigeants ni en leur volonté de défendre nos missions.

Nous sommes las, nous les oubliés de la revalorisation du point d'indice, nous les pénalisés du remboursement des journées maladies, nous les collectionneurs de trimestres de cotisations en plus. Nous sommes las, parce qu'en plus de nous serrer la ceinture, nous avons sérieusement l'impression qu'on nous prend pour des buses, qui avec des rappels déontologiques débiles en rouge sur fond blanc, qui avec des groupes de travail à étudier des Powerpoint préconisant des mesures qu'un habitué de PMU aurait pu nous souffler pour 2 bières et une clope. Cherry on the cake, pour des travaux que de toute façon on ne pourra pas faire avant 4 ou 5 ans a minima, si d'ici là on est pas vitrifiés ou privatisés par Tesla.

Alors, peut-être par peur du vide derrière nos habitudes, on se coltine la multitude de documents pour cette instance. Et très vite on se désenchante encore plus.

L'ordre du jour comprend les bilans de l'année 2024, il faut bien les faire mais quand on sait qu'on perd 15 emplois et qu'on lit que la qualité du recrutement a permis de faire face à la vague de départs en retraite...

L'ordre du jour précise un vote pour une note sur l'application du travail hybride, mais sauf erreur de notre part, il n'y en a pas. De note. Dans les documents.

Allez, on se dit au moins qu'en se jetant sur les priorités, on va parler d'avenir, on se met un bon coup de pied dans le fondement et on y va, hein ; brouaff, faut piloter. Ca c'est important ! Mais bon piloter des équipes vides où il manque une quinzaine de pékins, ça fait pas des jetskis de bateaux sans rameurs. Faudrait quand même pas que ça tourne à la Cucaracha tout ça, vous savez l'armée de généraux mexicains de la chanson rigolo-révolutionnaire...

Et pis, on se méfie un peu pour tout dire quand on lit qu'il faut se rapprocher d'imprim'fip pour simplifier ou optimiser les charges éditiques, parce que ça sent un peu le sapin, des phrases pareilles.

Kirsche sur le strüdel, parler de capacités à combler plus rapidement les postes vacants et 3 lignes après magiquement évoquer 15 agents en moins sur des postes non fournis, faut quand même oser. Prioriser du RLS et de l'encadrement quand les équipes sont à l'os, c'est presque de la poésie.

Quant au budget, si vous nous rassurâtes en janvier dernier, il nous semble lire ici comme l'ébauche d'un début d'idée de j'dis çaj 'dis rien comme quoi les dépenses sont réévaluées et priorisées par tranche ; ça sent la soupe populaire quand même et on peut même plus compter sur Emmaüs...

Pour ce qui concerne la formation, oui nous avons une cellule formation très performante, oui la CMC fait du très bon boulot, on l'a déjà dit. Mais quand même, un point de détail Madame la Directrice, le CID a recruté 2 inspecteurs PSE cette année, pas nous. Cela pose encore une fois le problème de l'adaptation du niveau de concours aux besoins de recrutement et en creux la volonté et la capacité locale d'assurer une formation informatique post-concours de haut niveau capable d'upgrader des nouveaux titulaires..

Loin de nous l'idée de faire un faux procès à cette direction, nous savons pertinemment que vous n'avez pas les clés et les décisions en main, mais les signaux faibles s'accumulent du mal-être de notre administration toute entière. La DNSCE ne pourra pas échapper au désastre annoncé du sacrifice de l'état protecteur dont nous sommes tous censés être des acteurs. Les agents le savent, les OS le revendiquent, rien n'interdit aux cadres supérieurs de résister à l'air du temps, ne fut-ce que par conscience du service public si exigé dans les crep annuels.